

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MUPA

3 RUE GUSTAVE EIFFEL
ZI III
68190 Ensisheim

Références : 0006702177_2026_01_23_MUPA_VIIC-Suiv_Ech-Conf_Eaux-Incendie
Code AIOT : 0006702177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement MUPA implanté 3 RUE GUSTAVE EIFFEL ZI III 68190 Ensisheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contexte de la visite d'inspection est un contrôle de suivi des échéances concernant l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juin 2024, faisant suite à la visite d'inspection du 16 avril 2024 qui s'inscrivait dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées pour l'année 2024 sur la thématique du confinement des eaux d'extinction incendie.

Le contrôle effectué a eu lieu principalement au niveau des systèmes de confinement et de rétention des eaux d'extinction incendie.

Le référentiel retenu pour cette inspection est l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juin

2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MUPA
- 3 RUE GUSTAVE EIFFEL ZI III 68190 Ensisheim
- Code AIOT : 0006702177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MUPA produit des emballages papier avec impression par les techniques de la flexographie et de l'héliographie.

La majorité des encres utilisées sont à base aqueuse.

L'activité se divise en 2 pôles majoritaires:

- le papier alimentaire pour les activités de boucherie, poissonnerie, snacking avec de l'impression, du découpage et la possibilité d'ajout de bande adhésive et/ou d'une couche de paraffine (spécialité du groupe). Elle représente 70% de l'activité du site.
- le papier cadeau principalement pour les chaînes de magasins de jouets, avec également de l'impression et de la découpe. Elle représente 30% de l'activité du site.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Représentation des obturateurs et points de mesures sur plan	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 2	Astreinte	Sursis à statuer de 6 mois
2	Procédure d'isolement du site	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 3	Astreinte	Sursis à statuer de 6 mois
3	Systèmes d'obturation des réseaux	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 4	Astreinte	Sursis à statuer de 6 mois
4	Déploiement des systèmes d'obturation en toute circonstance et justificatif du volume de confinement des eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 5	Astreinte	Sursis à statuer de 6 mois
7	Transformation du puits perdu en puits filtrant	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 8	Astreinte	Sursis à statuer de 6 mois
8	Procédure d'organisation	AP de Mise en Demeure	Astreinte	Sursis à

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'évacuation et d'intervention incendie	du 18/06/2024, article 9		statuer de 6 mois
9	Dépôt de dossier suite à modification	Code de l'environnement du 01/01/2025, article R. 181-46	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Étude de confinement des eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 6	Levée de mise en demeure
6	Formation personnel sur le déploiement du confinement des eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 7	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vue des éléments présentés par l'exploitant lors du contrôle et l'étude des documents transmis, l'Inspection a constaté :

- point de contrôle n°1: l'absence d'informations nécessaires sur le plan des réseaux du site, notamment les points de mesures des rejets d'eaux usées ainsi que les systèmes d'obturation permettant le confinement des eaux d'extinction incendie,
- point de contrôle n°2: l'absence de procédure d'isolement du site prenant en compte tous les points de rejets vers le milieu récepteur et notamment les eaux de toitures des bâtiments, ainsi que les eaux de ruissellement des quais de chargement qui sont toujours rejetées au niveau de puits perdus non équipés de systèmes d'obturation,
- point de contrôle n°3: l'absence d'isolement du site de manière exhaustive, afin d'éviter tout transfert de pollution vers le milieu récepteur, notamment au niveau des puits perdus,
- point de contrôle n°4: l'absence de déploiement des systèmes d'obturation en toute circonstance (notamment les week-ends et les jours fériés) ainsi que la modification du volume de confinement des eaux d'extinction incendie,
- point de contrôle n°7: l'absence de transformation de puits perdu en puits filtrants sur le site,
- point de contrôle n°8: l'absence de certains éléments sur l'organisation et les moyens d'intervention en cas d'incendie dans la procédure écrite.

Compte tenu de ces non-conformités persistantes et conformément à l'article L. 171-8 du Code de

l'environnement, l'Inspection propose à M. le Préfet du Haut-Rhin, un projet d'arrêté d'astreinte.

Ensuite, compte-tenu des constats effectués par l'Inspection lors du contrôle, il est proposé à M. le Préfet du Haut-Rhin de lever la mise en demeure pour les prescriptions contrôlées aux points de contrôle n°5 et n°6.

Enfin, compte-tenu des constats réalisés et des écarts portant principalement sur des aspects documentaires, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement concernant le point de contrôle n°9.

Il est donc attendu la mise en place d'une action corrective pour le dépôt d'un dossier de Porter à Connaissance au Préfet dans le cadre des modifications de l'activité du site au titre de R. 181-46 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Représentation des obturateurs et points de mesures sur plan

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan Réseaux
Prescription contrôlée : Sous 5 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé : <i>« Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux [...] de collecte doit notamment faire apparaître :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>• [...]</i><i>• les secteurs collectés et les réseaux associés</i><i>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</i><i>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). »</i>
Constats : Lors du contrôle du 16/04/2024, l'Inspection avait constaté l'absence de représentation sur un plan du site, des éléments suivants: <ul style="list-style-type: none">- les points de mesures des rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales- les dispositifs d'obturation pour permettre le confinement des eaux d'extinction incendie. Dans le cadre du présent contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection, par courrier en date du 25/11/2024, une mise à jour du plan topographique comprenant les réseaux humides du site et les ouvrages de toutes sortes (réf: 11829-A-1 / YT du 02/10/2024) et par courriel en date du 18/12/2025 un plan des réseaux humides du site (réf: plan 101 du 27/03/2025). Après étude des deux documents, l'Inspection a constaté à nouveau l'absence de représentation des éléments suivants:

<ul style="list-style-type: none"> - les points de mesures des rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales, - les dispositifs d'obturation pour permettre le confinement des eaux d'extinction incendie. <p>Ce constat montre une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p> <p>Le constat réalisé sur l'absence de représentation de certains éléments (points de mesures, systèmes d'obturation) sur un plan du site ne permet pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu.</p> <p>Il est donc proposé à M. le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le fait de ne pas se conformer à un arrêté de mise en demeure l'expose aux sanctions pénales en application des dispositions prévues à l'article L.173-1-II- 5° du Code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>

N° 2 : Procédure d'isolement du site

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 12 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :</p> <p><i>« Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</i></p> <p><i>Ces consignes indiquent notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] <ul style="list-style-type: none"> • <i>la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. »</i>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle du 16/04/2024, l'Inspection avait constaté que la procédure présentée par l'exploitant ne permettait pas de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur, car certains points de rejets du site n'étaient pas prises en compte.</p> <p>En effet, l'Inspection avait constaté qu'au niveau des bâtiments du site et des quais de chargement, les rejets de toiture (potentiellement pollués en cas de ruissellement des eaux d'extinction incendie) étaient rejetées par des puits perdus qui ne comportaient pas de systèmes d'obturation.</p> <p>Lors du présent contrôle, l'exploitant a présenté sa procédure d'évacuation et d'intervention en</p>

cas d'incendie, qui avait été transmise à l'Inspection par courrier en date du 26/07/2024.
Après étude du document et sa présentation lors du contrôle, l'Inspection a constaté qu'une rubrique de la procédure (partie 2 - condamnation de la bouche d'évacuation des eaux de pluie) donne les indications de mise en place de l'obturateur au niveau du point de rejets des eaux usées du site (qui contient une partie des eaux pluviales d'après le plan des réseaux du site).

Cependant, après échange avec l'exploitant et étude de la mise à jour du plan des réseaux humides du site (voir point de contrôle n°1), l'Inspection a constaté les mêmes non-conformités que lors de la visite d'inspection du 16/04/2024.

Les eaux de toitures des bâtiments et les eaux de ruissellement des quais de chargement sont toujours rejetées au niveau de puits perdus ne comportant pas de systèmes d'obturation qui évitent tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Les constats précédents montrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Le constat réalisé sur l'absence d'une procédure d'isolement complète du site afin d'éviter tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ne permet pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu.

Il est donc proposé à M. le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 3 : Systèmes d'obturation des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Sous 12 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :

« *L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :*

- [...]
- *prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. »*

Constats :

Lors du contrôle du 16/04/2024, l'Inspection avait contrôlé uniquement la partie obturation des points de rejets vers le milieu récepteur ou vers le réseau d'eaux usées urbain.

Dans ce cadre, l'Inspection avait constaté l'absence de systèmes d'obturation au niveau des rejets d'eaux pluviales vers le milieu récepteur par le biais d'un puits perdu.

<p>Lors du présent contrôle, l'Inspection a constaté les mêmes non-conformités que lors du contrôle du 16/04/2024.</p> <p>Comme rappelé dans les constats du point de contrôle n°2, après échange avec l'exploitant et étude de la mise à jour du plan des réseaux humides du site, les eaux de toitures des bâtiments et les eaux de ruissellement des quais de chargement sont toujours rejetées au niveau de puits perdus qui ne comportent pas de systèmes d'obturation qui évitent tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p> <p>Une étude de confinement des eaux d'extinction incendie a été transmise par l'exploitant à l'Inspection en date du 18/12/2025 et elle prévoit un confinement des eaux incendie à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Cependant, après étude de l'Inspection et la visite d'inspection sur site, certains systèmes d'obturation prévus ne sont pas efficaces pour retenir les eaux d'extinction incendie (notamment les sacs de sable au niveau des sorties de secours) et les eaux de toiture ne sont pas pris en compte comme eaux d'extinction incendie potentiellement polluées.</p> <p>Enfin, la stratégie de confinement des eaux d'extinction incendie proposée n'est pas mise en place et n'a pas été constatée par l'Inspection lors de la visite.</p> <p>Les constats précédent montrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p> <p>Le constat réalisé sur l'absence d'isolement du site afin d'éviter tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ne permet pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu.</p> <p>Il est donc proposé à M. le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 4 : Déploiement des systèmes d'obturation en toute circonstance et justificatif du volume de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Volume confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.6.8.1 - alinéa 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :</p> <p><i>« Le volume de rétention des eaux d'extinction nécessaire au scénario majorant se porte à 749 m3.</i></p> <p><i>Tout dispositif de confinement des eaux d'extinction doit être maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</i></p> <p><i>[...]»</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle du 16/04/2024, l'Inspection avait constaté l'absence de justificatif concernant le volume disponible dans le cadre du confinement des eaux d'extinction et l'absence de</p>

déploiement des systèmes d'obturation en toute circonstance (notamment la nuit, les week-ends et les jours fériés).

Lors du présent contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courrier en date du 18/12/2025 une étude de confinement des eaux d'extinction incendie du site avec de nouveaux calculs D9/D9A.

Après étude du document, l'Inspection a constaté des volumes d'eaux d'extinction à mettre en rétention différent du volume indiqué dans la prescription:

- Prescription : 749 m³
- Nouvelle étude: 488 m³ pour l'atelier imprimerie et 703 m³ pour l'entrepôt de stockage de produits finis.

Cependant, l'Inspection a indiqué à l'exploitant, lors de la visite, que la stratégie de confinement décrite dans l'étude est à revoir, car certains points ne permettent pas de garantir un confinement des eaux d'extinction incendie (notamment, l'utilisation de sacs de sable au niveau des sorties de secours des bâtiments et aucun confinement des eaux d'extinction pouvant ruisseler sur les toitures lors d'un incendie).

Comme indiqué dans les constats des points de contrôle précédent, l'exploitant a uniquement un système d'obturation au niveau du rejets des eaux usées du site qui contient une partie des eaux pluviales du site (notamment, l'atelier d'impression et le bâtiment administration).

Le système est un ballon obturant avec une mise en place manuelle au niveau du dernier tampon eaux usées, avant rejet hors du site dans le réseau de la commune.

Concernant la mise en œuvre en toute circonstance de ce système, l'exploitant a indiqué dans son courrier du 26/07/2024 qu'il a formé 6 agents supplémentaires afin d'avoir une personne disponible durant les journées de travail (travail en 3x8h).

Cependant, lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que, lors de l'absence de travail sur site (jours fériés, week-end), une société intervient lors du déclenchement du sprinklage en cas d'incendie et prévient le personnel nécessaire pour intervenir sur site.

Or, l'Inspection a constaté que seuls les bâtiments Impression et Stockage produits finis sont sprinklés selon l'étude D9/D9A transmis.

Par conséquent, en cas d'incendie sur les bâtiments Stockage matières Premières et Stockage Palettes, la société ne sera pas alertée.

Suite à ces éléments, l'Inspection constate que le système d'obturation ne sera pas installé et mis en œuvre en toute circonstance et à tout moment.

Les constats précédents montre une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Le constat réalisé sur l'absence de déploiement des systèmes d'obturation en toute circonstance (notamment la nuit, les week-ends et les jours fériés) ainsi que la modification du volume de confinement des eaux d'extinction incendie ne permet pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu.

Il est donc proposé à M. le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 5 : Étude de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie confinement eaux incendie
Prescription contrôlée : Sous 6 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.6.8.1 - alinéa 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé : « [...] <u>Étude relative au confinement des eaux d'incendie</u> L'exploitant réalisera et transmettra <u>dans un délai de 9 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral</u> , au Préfet une étude relative au confinement des eaux polluées d'incendie ou provenant d'un accident. Cette étude comportera : <ul style="list-style-type: none">• une description de la situation existante accompagnée de plans détaillés qui seront ensuite régulièrement mis à jour, en précisant pour chaque zone du site :<ul style="list-style-type: none">◦ les besoins en eau d'extinction,◦ les capacités de rétention ou tout autre dispositif permettant de recueillir les eaux d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident,◦ le mode d'organisation pour le confinement et l'évacuation des eaux d'extinction.• une justification technico-économique des solutions retenues pour le confinement et l'évacuation des eaux d'extinction en détaillant les mesures prises ou prévues pour éviter toute pollution des réseaux et du milieu naturel ainsi qu'en précisant l'échéancier de réalisation des actions et des travaux proposés.• la solution retenue, sera mise en œuvre selon l'échéancier validé par le Préfet, à l'issue de l'examen de l'étude. Les quais de chargement ou de déchargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. »
Constats : Lors du contrôle du 16/04/2024, l'Inspection avait constaté l'absence de transmission de l'étude de confinement des eaux polluées d'incendie ou provenant d'un accident. Avant le contrôle du 23/01/2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection, par courrier en date du 18/12/2025, une étude de dimensionnement du confinement des eaux d'extinction incendie du site. Après étude du document, l'Inspection a constaté la présence de l'ensemble des éléments définis dans la prescription contrôlée. Les constats effectués par l'Inspection permettent de proposer à M. le Préfet de lever la mise en demeure pour la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suites aux échanges durant la visite d'inspection, l'exploitant a présenté une étude de confinement avec une stratégie de confinement à l'intérieur des bâtiments. Cependant, des éléments ne permettent pas de garantir l'absence de déversement d'eaux

<p>d'extinction incendie potentiellement polluées vers le milieu récepteur, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence de confinement des eaux d'extinction incendie ruisselant sur les toitures et s'évacuant par un puits perdu, - la mise en place de sacs de sable au niveau des sorties de secours qui ne permettent pas de garantir une étanchéité suffisante. <p>Il appartient à l'exploitant de revoir son étude de confinement afin de pouvoir garantir de manière exhaustive l'absence de déversement d'eaux d'extinction incendie potentiellement polluées vers le milieu récepteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Formation du personnel sur le déploiement du confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Formation personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 2 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :</p> <p><i>« Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, [...], la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</i></p> <p>[...]</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <p>[...]</p> <p><i>- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,</i></p> <p><i>[...] »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle du 16/04/2024, l'Inspection avait constaté l'absence de justificatif concernant la réalisation d'une formation auprès des agents sur la manipulation et la mise en place du système d'obturation ainsi que l'absence de document justifiant une réalisation périodique d'exercice incendie.</p> <p>En amont du présent contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection en date du 26 juillet 2024 un courrier indiquant qu'une formation a été réalisée auprès 6 agents du site concernant la mise en place de l'obturateur sur le point de rejet des eaux usées.</p> <p>Durant la rédaction du rapport, l'Inspection a constaté la réalisation de la formation des 6 agents suite à la transmission en date du 30/01/2026 d'un listing daté et signé par les agents formés (daté du 29/08/2024).</p> <p>Concernant la périodicité des exercices incendie, l'exploitant a précisé lors de la visite qu'un exercice est effectué tous les ans sur le site et qu'un débriefing est réalisé à la suite de l'exercice.</p>

Cependant, aucun retour d'expérience écrit n'est réalisé par l'exploitant et seul un débriefing oral est réalisé à la suite de chaque exercice.

Durant la rédaction du rapport, l'Inspection a constaté la réalisation d'un exercice incendie annuel suite à la transmission en date du 30/01/2026 du registre de suivi des exercices incendie où apparaissent les dates de réalisation et la signature du responsable de site (dont le dernier exercice réalisé en date du 19/01/2026).

Les constats effectués par l'Inspection permettent de proposer à M. le Préfet de lever la mise en demeure pour la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Transformation des puits perdu en puits filtrant

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Puits perdu

Prescription contrôlée :

Sous 12 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.3.1.1 - Alinéa 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juin 2010 susvisé :

« Les puits perdus devront progressivement être transformés en puits filtrants ou en points de rejets dans un émissaire superficiel (type noue).

Pour cela :

- A chaque modification de réseau, l'exploitant fait installer des moyens de traitement (décanteur, déshuileur) des eaux pluviales de ruissellement,*
- l'exploitant transforme un puits perdu en un puits filtrant (ou en rejet dans un émissaire superficiel) par an. Il communique au préfet l'ensemble des justificatifs de cette action au plus tard le 1er février de l'année suivante.*

A chaque modification de réseau, l'exploitant communique sans délai le plan des réseaux mis à jour ainsi que le descriptif des travaux effectués au Préfet. »

Constats :

Lors du contrôle du 16/04/2024, l'Inspection avait constaté l'absence de transformation de puits perdu en puits filtrant depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site n°2010-161-8 du 10 juin 2010.

Lors du présent contrôle, l'Inspection a de nouveau constaté l'absence de transformation de puits perdu en puits filtrant depuis la visite d'inspection du 16/04/2024.

Le constat précédent montre une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Le constat réalisé sur l'absence de remplacement des puits perdus par des puits filtrants (ou autre système équivalent) ne permet pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu. Il est donc proposé à M. le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de revoir sa stratégie de transformation des puits perdus par des puits filtrants.</p> <p>Il convient notamment de revoir la gestion des eaux de pluie et d'extinction incendie pouvant ruisseler sur les toitures des bâtiments du site et leur évacuation (notamment le traitement avant rejet dans le milieu récepteur).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>

N° 8 : Procédure d'organisation d'évacuation et d'intervention incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 2 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 04 Octobre 2010 susvisé :</p> <p>« [...] »</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] » • L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : • [...] » • -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • [...] » • -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; • [...] »
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle du 16/04/2024, l'Inspection avait constaté l'absence de procédure écrite détaillant les modalités d'organisation d'évacuation et d'intervention en cas d'incendie.</p> <p>En amont du présent contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection, par courrier en date du 26 juillet 2024, la procédure écrite détaillant les modalités d'organisation, d'évacuation et d'intervention en cas d'incendie.</p> <p>Après étude du document, l'Inspection a constaté la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des différents rôles à occuper et les actions à réaliser dans le cadre de l'évacuation du personnel en cas d'incendie, - la procédure de mise en place de l'obturateur au niveau du point de rejet d'eaux usées et la procédure d'arrêt de la vanne gaz. <p>Cependant, dans la procédure, l'Inspection a également constaté l'absence:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des moyens d'extinction à utiliser dans le cas d'un incendie, - des modalités spécifiques de répartition des rôles dans chaque créneau de 8h lors des journées

de travail,

- des modalités d'alerte incendie et d'intervention lors de l'absence du personnel (absence d'activité sur le site).

Les constats précédents montre une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Le constat réalisé sur l'absence de certains éléments sur l'organisation et les moyens d'intervention en cas d'incendie ne permet pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu.

Il est donc proposé à M. le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 9 : Dépôt de dossier suite à modification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2025, article R. 181-46

Thème(s) : Autre, Modification

Prescription contrôlée :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

[...]

Constats :

Lors du présent contrôle, l'Inspection a constaté la présence de nouvelles installations qui sont en cours de mise en activité, en effet après demande de l'Inspection, l'exploitant a indiqué à l'oral lors de la visite sur le terrain que ces nouvelles installations étaient en cours de tests avant mise en activité et que d'autres projets d'investissements sont en cours d'étude.

<p>Selon les dires de l'exploitant, et les éléments à disposition de l'Inspection, aucun dossier de porter à connaissance n'a été déposé en Préfecture, dans le cadre de la modification des conditions d'exploiter pour un site soumis à autorisation.</p> <p>Les constats effectués montrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de s'assurer de la conformité des nouvelles installations (déjà présentes ou futurs projets) aux dispositions applicables et de porter l'ensemble des modifications à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>